

*Turn the Beat Around*

PETER SHAPIRO

*Turn the Beat Around*

L'HISTOIRE SECRÈTE DE LA DISCO

Traduit de l'anglais par  
ÉTIENNE MENU

IDEM • VELLE



AC • IDEM • NOLLE

ÉDITIONS ALLIA

16, RUE CHARLEMAGNE PARIS IV<sup>e</sup>

2008

TITRE ORIGINAL  
*Turn the Beat Around*  
*The Secret History of Disco*

A Rachael

La première édition de *Turn the Beat Around* a été publiée en 2005, à New York, par Faber and Faber.

L'Éditeur remercie Anne Steinhauer, Sarah Baudouin et Jeanne Digne-Matz.

© Peter Shapiro (c) 2005, Faber and Faber Ltd

© Editions Allia, Paris, 2008 pour la traduction française.

## PROLOGUE : LA POMME POURRIE

A dance is the devil's procession, and he that entereth  
into a dance, entereth into his possession.

ST FRANCOIS DE SALES

Bien le bonjour des caniveaux de N.Y.C., qui charrient  
crottes de chien, vomi, vin éventé, urine et sang.

DAVID BERKOWITZ

Fee fie fo fum

Nous regardons dans le canon du fusil du démon

Nulle part où fuir

Nous devons nous battre contre le fusil du démon

CJ & CO.

POUR beaucoup, la disco se résume à ces trois petits noms : “Halston, Gucci, Fiorucci”<sup>1</sup>. D’autres auront sans aucun doute en tête les jambes interminables de glaciales scandinaves en robes courtissimes et aux paupières métallisées qui dodelinent de la tête, l’air absent. Ou peut-être songera-t-on à un tête-à-tête entre Andy Warhol et Bianca Jagger dans le carré VIP du *Studio 54*, jouant à qui aura l’air le plus blasé. La disco n’est que surfaces brillantes et scintillantes, talons hauts, lèvres rouges et pulpeuses, jeans ultra-moulants et pectoraux saillants, envolées et descentes en piqué de cordes luxuriantes et tape-à-l’œil des percussions latino-américaines, montées de cocaïne et vacillement béat des Quaaludes<sup>2</sup>. Elle offre au simple quidam de s’élever vers le firmament cosmique par la seule grâce de ses fringues et de ses pas de danse. Elle fut l’apogée du glamour, de la décadence et de la complaisance. Mais la disco pouvait bien briller de l’éclat du diamant, elle puait la merde. Quel que fût le vernis élégant et sophistiqué sous lequel elle se dissimulait, elle n’en était pas moins née, tel un ver, du trognon pourri de la Grosse Pomme.

Au début des années 70, les mots “New York City” devinrent l’expression consacrée pour résumer tout ce qui n’allait pas dans la

1. Référence aux paroles de la chanson “He’s the Greatest Dancer” de Sister Sledge, cf. quatrième partie. (Note du Traducteur.)

2. Il s’agit d’une tablette ou capsule de méthaqualone, un sédatif utilisé surtout dans les années 60 et 70 comme somnifère et relaxant musculaire. (N.d.T.)

société américaine. Des films comme *Midnight Cowboy*, *French Connection* ou *Taxi Driver*, ainsi que *Panique à Needle Park*, *Prisonnier de la Seconde Avenue* ou *Ces drôles de provinciaux*, sans oublier *Un Après-midi de chien*, *Shaft*, *Meurtres dans la 110<sup>e</sup> rue* ou encore *Un Justicier dans la ville*, dépeignaient une ville sur le point de s’effondrer : un cloaque suintant la déchéance morale et spirituelle, terrain de jeu pour dealers, macs et flics corrompus. L’administration municipale, une élite inefficace et affaiblie, dirigeait ses fiefs entre deux cocktails donnés dans ses appartements, situés au sommet de hauts immeubles qui semblaient surplomber de plusieurs kilomètres les rues jonchées d’ordures. Pour le citoyen ordinaire, la riposte armée paraissait la seule issue possible. Ainsi que l’écrivit Vincent Canby, critique cinéma au *New York Times*, “New York City” est devenue la métaphore de ce qui pourrait ressembler aux derniers jours de la civilisation américaine. Elle est gouvernée par des imbéciles. Ses citoyens vivent à la merci de ses criminels qui, plus souvent qu’on ne le croit, sont protégés par une entente contre-nature entre civils libertaires et flics pourris. L’air y est vicié. La circulation impossible. Les services diminuent et le moral est si bas que si vous ne commandez qu’un café dans un *diner* <sup>1</sup>, vous risquez de vous en prendre une <sup>2</sup>.

Juste quelques années auparavant, dans le film *Pieds nus dans le parc* (1967), la ville accueillait les batifolages d’un couple de jeunes mariés savourant leurs amours florissantes. Certes, les Bratter se sentaient peut-être un peu à l’étroit dans leur petit appartement de Greenwich Village, mais s’ils avaient besoin de prendre l’air, Jane Fonda et Robert Redford, ostensiblement beaux et bien mis, pouvaient toujours aller gambader pieds nus et pique-niquer dans le parc de Washington Square. Si le film avait été tourné quatre ans plus tard, les acteurs auraient été remplacés par Ernest Borgnine et Karen Black, et le simple fait d’arpenter quelque parc que ce soit sans chaussures aurait immédiatement conduit les héros à Mount Sinai <sup>3</sup> pour une piqûre anti-tétanos. Comment les choses avaient-elles pu changer si vite ?

Qui veut appréhender le New-York des années 70, doit obligatoirement découvrir où la décennie précédente et son programme progressiste dévièrent de leur course. L’expérience progressiste des années 60 avait été alimentée par l’enthousiasme juvénile et l’assu-

rance arrogante d’une génération qui n’avait jamais rien connu d’autre que la plus exceptionnelle prospérité de l’histoire mondiale. Mais dès que commencèrent à chanceler les conditions économiques qui avaient rendu possible cette “Great Society”, le rêve se transforma vite en désillusion, les promesses se changèrent en rétractations, et la vision panoramique se mit à la fois à rétrécir et à souffrir de myopie. Les marches pour les droits civiques dégénèrent en “émeutes raciales”, le “flower power” se fana pour céder la place à “l’année des barricades” <sup>1</sup>, tandis qu’aux expressions “groovy”, et “peace and love” on préféra “mets tes mains sur le mur, enculé” <sup>2</sup>. Martin Luther King et Robert F. Kennedy, deux des principales figures de la “vieille gauche”, furent assassinés au printemps 1968 et, quelques semaines plus tard, l’ensemble des effectifs du Département de Police de Chicago fut déployé pour disperser les protestataires qui manifestaient aux portes de la convention nationale du Parti Démocrate. Le Vietnam, de nombreuses catastrophes écologiques et un moralisme étouffant poussèrent les jeunes à s’élever contre les crapules qui tenaient l’administration et les grandes entreprises, et contre l’establishment en général. Pendant ce temps-là, les membres de la génération précédente déploraient le manque de respect pour les autorités et le déclin des valeurs. Par réaction, la gauche comme la droite durcirent leur militantisme et adoptèrent des positions de plus en plus intransigeantes. Disparus, ces bien-aimées communautés que constituaient les manifestants pour les droits civiques, les *protest-singers*, les activistes anti-guerre et la “Woodstock nation”, tout comme leurs principes d’inclusion, de participation et de démocratie active. A la place, l’avènement des années 70 vit naître la politique identitaire, les groupes de pression et les thérapies de groupe, les gangs armés et le “rock commercial”, les révoltes fiscales et une politique rancunière, le tout accompagné de sentiments de désaffection, de résignation, de repli défensif sur soi, de frustration et de trahison. Le “grand consensus” qui avait jusqu’ici caractérisé la vie américaine se vit remplacé par une sorte de mentalité d’assiégé.

Bien que Harlem et le quartier de Bedford-Stuyvesant, à Brooklyn, se fussent enflammés le 18 juillet 1964 après l’acquiescement d’un officier de police coupable d’avoir abattu un adolescent noir deux jours

1. David Caute, *The Year of the Barricades: A Journey Through 1968*, Harper & Row, 1968.

2. Mark Rudd, chef de la section Columbia University de la Students for a Democratic Society (SDS), cité in Terry Anderson, *The Movement and the Sixties*, Oxford University Press, 1995, p. 195.

1. Restaurant bon marché, reconnaissable à ses “boxes” garnis de banquettes de cuir rouge (N.d.T.)

2. Vincent Canby, “New York’s Woes Are Good Box Office”, *New York Times*, 10 novembre 1974, p. 141.

3. Grand hôpital new-yorkais. (N.d.T.)

1. Six millions d’Afro-Américains migrèrent du sud au nord entre 1910 and 1970. Mary Pattillo-McCoy, *Black Picket Fences: Privilege and Peril Among the Black Middle Class*, University of Chicago Press, 1999, p. 16.

2. Bruce J Schulman, *The Seventies*, Da Capo, 2002, p. 68.

3. Vincent J Cannato, *The Ungovernable City: John Lindsay and His Struggle to Save New York*, Basic Books, 2001, p. 549. Entre 1969 et 1977, le nombre d’emplois baissa de 16 % sur l’ensemble de la ville de New York et le taux de chômage passa de 4,8 % à 6,7 % en une seule année, de 1970 à 1971.

4. La population blanche de New York City chuta de 617 127 habitants au cours des années 70, tandis qu’au même moment, les minorités virent leur nombre augmenter de 702 903 personnes. Voir Cannato, p. 447.

5. Kenneth T Jackson (ed.), *Encyclopedia of New York City*, Yale University Press, 1995, pp. 165-67. A partir de 1965, la ville de New York dut financer 25 % des frais d’assistance sociale et médicale de ses habitants qui en bénéficiaient. Associé aux mutations démographiques, ce phénomène provoqua non seulement une hausse considérable des dépenses municipales,

auparavant, la seule “émeute raciale” new-yorkaise des années 60 resta d’envergure relativement faible (un mort, cent blessés) comparée à celles qui ravagèrent d’autres villes américaines comme Detroit, Los Angeles ou Newark. Mais les cicatrices qu’elle y laissa n’y furent pas moins profondes. A l’instar de ses consœurs, New York avait connu d’énormes changements démographiques depuis les années 30. Des cités nordistes comme elle, Chicago ou Philadelphie furent investies en masse par les millions d’Afro-Américains ruraux qui quittèrent le Sud entre 1930 et 1950<sup>1</sup>. En 1965, on décida d’assouplir les quotas d’immigration, qui empêchaient de fait quiconque ne venait pas d’Europe occidentale de s’installer sur le territoire américain ; aussi vit-on alors nombre d’Asiatiques, de Latino-Américains et d’Afro-Caribéens arriver aux Etats-Unis, si bien que New York, au milieu des années 80, comptait davantage de Noirs issus de la première génération d’immigration caribéenne que d’Afro-Américains nés sur place<sup>2</sup>. Malheureusement pour la ville, la grande majorité de ces nouveaux-venus étaient des travailleurs non-qualifiés, et ils débarquèrent au moment même où le secteur secondaire qui leur avait jusqu’ici fourni des emplois commençait à décliner – un effondrement lui-même exacerbé par une récession qui débuta à la fin des années 60 et toucha New York plus violemment que toute autre métropole américaine<sup>3</sup>. Pour ne rien arranger, cette vague d’immigration coïncida avec un exode massif des populations blanches vers les banlieues<sup>4</sup>. Cette “fuite des Blancs” associée à la récession entraîna une baisse drastique des revenus fiscaux de la ville, et ce, pile au moment où le gouvernement municipal fut obligé d’augmenter son budget de façon spectaculaire<sup>5</sup>.

Tandis que gonflaient logiquement les effectifs de l’administration locale, les services furent proportionnellement réduits afin de financer cette expansion de l’administration municipale. La ville cessa d’investir dans les infrastructures et rencontra des difficultés à rémunérer ses employés les plus importants. Les éboueurs firent grève durant les vagues de chaleur estivales, laissant la Grosse Pomme se transformer en une décharge suppurante, entretenue par ses vingt-cinq millions de rats. Pour éviter de payer des heures supplémentaires, on “envoyait les pompiers sauter dans des taxis pour relayer ceux qui ter-

minaient leur service<sup>1</sup>. Des policiers cyniques et sous-payés livrèrent contre le crime une bataille perdue d’avance : entre 1966 et 1973, le taux de meurtres à New York bondit spectaculairement de 173 %, tandis que celui des viols augmenta quant à lui de 112 %<sup>2</sup>. Le rapport de la commission Knapp, publié en décembre 1972, indiquait que la corruption policière “constituait un phénomène de grande ampleur touchant l’ensemble des services : des flics qui revendent de l’héroïne, balancent leurs indicateurs à la pègre ou accompagnent les dealers lors des transactions”<sup>3</sup>. Les officiers de police se fixèrent du coup une nouvelle priorité : “ne pas s’attirer d’ennuis et éviter de paraître corrompus”<sup>4</sup>. De “services de police de prévention qui maintiennent l’ordre public par une forte présence dans les rues”, on passa soudain à “des équipes réactives patrouillant dans leur secteur en voiture plutôt qu’à pied”<sup>5</sup>. Les passages souterrains furent laissés à la merci des braqueurs et des voyous ; et même lorsqu’on échappait à l’agression physique, on ne pouvait que se sentir oppressé par la brutalité des tags et des graffitis. Seule la bataille contre l’invasion de la drogue vit ses moyens s’étoffer de manière significative : certaines infractions à la législation sur les stupéfiants, jadis simplement passibles d’une mise à l’épreuve et d’un séjour dans un établissement de désintoxication se retrouvèrent systématiquement punies par de courtes peines fermes<sup>6</sup>.

Par conséquent, une trouille rampante envahit les rues de la ville, imprégnant toutes choses d’un sentiment de menace et de terreur. Ainsi que l’écrivit David Burnham, du *New York Times*, “La peur est visible : on la devine derrière tous ces magasins qui ferment plus tôt parce que les rues sont devenues sinistres et que les clients ne s’y baladent plus après le dîner pour y chercher les journaux du soir et des cornets de glace. On la distingue sur les visages des femmes lorsqu’elles ouvrent une porte d’ascenseur, dans le pas hâté de l’homme qui sort du métro pour rentrer chez lui à une heure tardive. La peur se décèle dans la sophistication des portes et des serrures, dans l’augmentation du nombre de trousseaux de clés, dans la création de milices de locataires qui patrouillent dans les couloirs, ou encore dans ces boutiques qui ne laissent entrer, grâce à un système d’ouverture électrique, que les clients reconnaissables. Et finalement, cette peur devient une habitude<sup>7</sup>.”

mais également une expansion forcée de la bureaucratie, afin de respecter les nouvelles régulations fédérales de l’Etat de New York et gouvernementales. Pour ne rien arranger, on assista également à une augmentation des taux d’intérêt sur la dette municipale, ainsi qu’à ceux correspondant aux bons du Trésor émis afin de couvrir l’ensemble des coûts. Cette crise fit grimper le budget de la ville d’1,5 milliard de dollars.

1. Sam Roberts, “1977 ; Summer of Paranoia”, *The New York Times*, 1<sup>er</sup> juillet 1999, Section E, p. 1.

2. Cannato, p. 526.

3. Jim Fricke et Charlie Ahearn, *Yes Yes Y’All: The Experience Music Project Oral History of Hip-Hop’s First Decade*, DaCapo Press, 2002, p. VIII.

4. Cannato, p. 533.

5. *ibid.*, p. 533.

6. Jackson (éd.), pp. 345-46.

7. David Burnham, “The Changing City: Crime Reports Rise Despite More and Modernized Police”, *The New York Times*, 3 juin 1969, p. 1.

Pendant ce temps-là, les propriétaires s'engagèrent dans une campagne de désinvestissement concertée, quoique fort peu organisée, afin de contourner le contrôle des loyers imposé par la municipalité et de tirer le maximum de profit du moindre centimètre carré de leurs biens immobiliers. Tandis que les locataires "intéressants" quittaient la ville, les propriétaires, plutôt que d'accepter la politique municipale de régulation des loyers censée aider les habitants les plus pauvres, négligèrent la maintenance de leurs immeubles, cessèrent de fournir les services habituels ou refusèrent de payer leurs impôts, allant jusqu'à déclencher volontairement des incendies dans les logements mêmes qu'ils possédaient, laissant par là de vastes zones criblées de bâtiments abandonnés ou brûlés, et détruisant des quartiers et des communautés entières<sup>1</sup>. La partie la plus ravagée de la ville était le sud du Bronx (les communautés de Mott Haven, Morrisania et Hunts Point), une étendue de quelques kilomètres carrés située de l'autre côté du Willis Avenue Bridge qui part de Manhattan et largement livrée aux toxicomanes, aux gangs et meutes de chiens errants – en grande partie laissée pour morte. Le Dr Harold Wise, exerçant alors au centre hospitalier local Martin Luther King, qualifia l'endroit de "nécropole"<sup>2</sup>.

À la fin des années 60, des organisations comme le Black Panther Party et la Nation of Islam avaient tenté d'agir comme les shérifs de ces villes-fantômes, mais leur influence finit par être écrasée par le COINTELPRO, un programme secret d'envergure conçu par le FBI pour "neutraliser" ce que le directeur de l'agence, J. Edgar Hoover, qualifiait de "groupes de haine nationalistes noirs" et de "première menace pour la sécurité intérieure du pays"<sup>3</sup>. Le vide qu'il laissa derrière lui fut comblé par des bandes telles que les Black Spades, les Savage Skulls, les Roman Kings, les Javelins ou les Seven Crowns, qui attirèrent un nombre considérable de jeunes Afro-Américains et d'Hispaniques privés de droits civiques<sup>4</sup>. En 1973, il existait 315 gangs, qui comptaient au total plus de 19 000 membres<sup>5</sup>. Même si beaucoup de ces gangs deviendraient par la suite des groupes d'émancipation politisés, comme le Young Lords Party ou la Real Great Society (formés d'anciens des Lower East Side Dragons et des Assassins), et s'en prendraient aux dealers d'héroïne qui déci-

maient leurs quartiers, leurs tendances violentes et leur présence intimidante donnèrent une image impitoyablement dure de la ville de New York. Comme l'écrivit Nelson George, "les droits civiques, l'autosuffisance, la contestation, l'engagement politique... Tout cela disparut peu à peu pour ceux qui se trouvèrent pris au piège des stands de tir du corps et de l'esprit"<sup>1</sup>.

À New York, les membres de la "Majorité Silencieuse de l'Amérique" – celle qui avait permis à Nixon d'accéder au pouvoir en 1968 – se sentaient en minorité, comme ignorés, et réagirent donc par la peur et le ressentiment. La réponse qu'ils adressèrent à la montée du militantisme noir, aux mouvements pacifistes et aux soutiens-gorge brûlés, aux grandes mutations démographiques et à l'hédonisme hippie du *tuning in, turning on and dropping out*, constitua un véritable Thermidor à l'américaine et poussa le magazine *Time* à décerner le titre d'"homme et de femme de l'année" à l'"Américain moyen" en 1969<sup>2</sup>. L'"Américain moyen", c'était cet honnête patriote qui se range derrière la bannière étoilée et qui croit toujours à maman, au base-ball et à la tarte aux pommes ; c'était lui aussi le héros anti-intellectuels de la nouvelle "Okie From Muskogee" de Merle Haggard, qui "ne fume pas de marijuana (...), ne fai[t] pas de trips sous LSD (...) et ne brûle pas [son] ordre d'incorporation sur Main Street [mais qui] aime suivre le droit chemin et être libre" ; c'était encore la mère soucieuse des valeurs de famille et de bienséance, qui collait un sticker "Honor America" à l'arrière de la voiture familiale. Ce furent ces mêmes Américains moyens qui permirent qu'on promulgue en Virginie occidentale une loi acquittant tout policier susceptible d'être impliqué dans le décès d'un manifestant pacifiste ou d'un émeutier de couleur ; eux encore qui défièrent presque deux cents ans de séparation de l'Église et de l'État en incitant leurs enfants à prier dans une école publique de Netcong, dans le New Jersey.

Mais bien qu'elle eût donc été un antre du vice et de l'iniquité fort proche de l'Europe décadente, ainsi que le foyer principal des "élites progressistes du Nord-Est", New York City possédait néanmoins ses propres "Américains moyens" : le prolétariat blanc qui peuplait les quartiers périphériques de la ville. Ces gens, ainsi que les décrit Vincent J. Cannato – biographe du maire de New York de l'époque,

1. Voir Christopher Mele, *Selling the Lower East Side: Culture, Real Estate and Resistance in New York City*, University of Minnesota Press, 2000 and Joshua B. Freeman, *Working-Class New York: Life and Labor Since World War 11*, New Press, 2000.

2. Cannato, p. 528.

3. [www.derechos.net/paulwolf/coin\\_telpro/churchfinalreport1111c.htm](http://www.derechos.net/paulwolf/coin_telpro/churchfinalreport1111c.htm) pour consulter le rapport du Church Committee du Sénat au sujet du programme COINTELPRO, qui visait les groupes nationalistes noirs.

4. Les bandes de rue new-yorkaises atteignirent leur apogée en 1973 : on dénombrait alors 315 gangs et plus de 19 000 membres. Voir Nelson George, *Buppies, B-Boys, Baps and Bohos: Notes on Post-Soul Black Culture*, Harper Collins, 1992.

5. Nelson George, *Buppies, B-Boys, Baps and Bohos: Notes on Post-Soul Black Culture*, Harper Collins, 1992, p. 11.

1. Nelson George, *The Death of Rhythm & Blues*, Omnibus, 1988, p. 98.

2. *Time*, 5 janvier 1970.

John Lindsay –, étaient “des hommes et des femmes issus des immigrations allemande, irlandaise, italienne, polonaise, grecque et juive, tantôt fonctionnaires (enseignants, pompiers, policiers), membres d’un syndicat (soudeurs, électriciens, charpentiers) ou de la petite bourgeoisie (employés, comptables, chefs de petites entreprises). Leurs valeurs étaient intellectuellement moyennes, traditionnelles et patriotiques <sup>1</sup>.” La culture populaire les consacra à travers Archie Bunker, de la série *All in the Family*, qui devint le personnage favori du pays dès ses premières apparitions en 1970. Il voyait l’Amérique comme

“le pays des hommes libres, où la Statue de la Liberté tient sa torche en disant envoyez-moi vos pauvres, vos parasites, vos déchets... et du coup ils viennent des quatre coins du monde, ils se ruent ici comme des fourmis... tous libres de vivre ensemble dans la paix et l’harmonie, à l’intérieur de leurs petits secteurs séparés où ils se sentent chacun en sécurité, mais où ils vous casseront la tête s’ils vous y voient et que vous êtes pas des leurs. C’est ça qui rend l’Amérique si géniale !” <sup>2</sup>

Les Archie Bunkers votaient démocrate par tradition mais avaient été déçus par l’expérience progressiste des années 60, à laquelle ils reprochaient d’avoir déchiré le tissu social de la société américaine. Leur ire visait particulièrement le *welfare programme* <sup>3</sup>, que l’imaginaire populaire associait maintenant définitivement aux Afro-Américains, et qui avait fini par échapper à tout contrôle <sup>4</sup>. Comme le *welfare* ne s’attaquait pourtant ni au problème de la vie dans les ghettos, ni au racisme, ni à la pauvreté endémique, les citoyens noirs continuaient à protester avec véhémence contre leurs conditions de vie et leurs moyens financiers <sup>5</sup>. “Mais, ainsi que le nota l’auteur Peter Carroll, ces plaintes scandalisaient particulièrement les Blancs des classes ouvrières, qui frôlaient eux-mêmes le désastre économique.” Dans un article effrayant du *New York Magazine*, le journaliste vétérinaire Pete Hamill écrivit que les Blancs des classes ouvrières et moyennes inférieures “considèrent qu’une terrible injustice frappe leurs vies et estiment de moins en moins contrôler le cours de leur existence”. Et plutôt que d’aller chercher de l’aide auprès du gouvernement, des syndicats ou des organisations com-

munautaires, ces gens préféraient de plus en plus souvent s’armer eux-mêmes, former des groupes d’autodéfense et parler de guerre raciale. Hamill avertissait d’un ton lugubre que “ce soir, à travers tout New York, dans des endroits comme Inwood, South Brooklyn, Corona, East Flatbush et Bay Ridge, des hommes seront là devant des bars, à parler sombrement des remèdes possibles. Leurs griefs sont authentiques et profonds, et leurs remèdes pourraient faire exploser cette ville <sup>1</sup>.”

1. Pete Hamill, “The Revolt of the White Lower Middle Class” *New York Magazine*, 14 avril 1969, p. 29.

1. Cannato, p. 389.

2. Cité in Peter Carroll, *It Seemed Like Nothing Happened: The Tragedy and Promise of America in the 1970s*, Rutgers University Press, 1990, p. 61.

3. Programme d’aide sociale (N.d.T.)

4. *Ibid.*, p. 58. Entre 1960 et 1970, le nombre d’Américains inscrits à l’assistance sociale gonfla de 225 %. Cette augmentation eut surtout lieu après 1968, lorsque la stratégie anti-inflation de Nixon entraîna une hausse du chômage.

5. *Ibid.*, p. 58.

Si un événement devait symboliser à lui seul les tensions et les conflits du New York de la fin des années 60 et du début des années 70, il s'agirait de la série de grèves engagées par la United Federation of Teachers en 1968. En mai, treize professeurs, cinq proviseurs-adjoints et un proviseur furent démis de leurs fonctions à la Junior High School 271, dans le secteur scolaire d'Ocean Hill-Brownsville, à Brooklyn. La commission scolaire récemment élue dans ce secteur résultait d'une expérience consistant à exercer un "contrôle des communautés" sur le système éducatif, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement au sein d'une zone qui était rapidement passée de majoritairement juive à majoritairement afro-américaine et portoricaine. Presque tous les employés licenciés étaient juifs, tandis que la commission scolaire était presque entièrement noire. L'enseignement étant probablement le seul secteur professionnel où Juifs et Noirs se trouvaient en compétition, une forte tension s'instaura entre les deux parties et on ne tarda pas à s'accuser de racisme d'un côté, et d'antisémitisme de l'autre. Un peu plus d'une décennie après qu'Orval Faubus, le gouverneur de l'Arkansas, avait fait appel à la Garde Nationale pour empêcher des étudiants noirs de pénétrer dans une école de Little Rock, des parents d'élèves noirs faisaient à présent barrage devant l'établissement d'Ocean Hill pour que les professeurs renvoyés ne puissent y entrer. En réaction, l'UFT (le plus important syndicat enseignant de la ville) lança une série de grèves qui perturbèrent considérablement le calendrier scolaire et divisèrent amèrement la population new-yorkaise. La conséquence la plus marquante de cet antagonisme fut la rupture du lien existant entre Noirs et Juifs, eux qui avaient joué un rôle déterminant dans le mouvement des droits civiques. Les Juifs s'étaient jusqu'alors envisagés sur un mode assez nébuleux en termes de race et, chose peut-être plus essentielle encore, étaient perçus de la même manière par le reste de la population. Mais au cours de ce conflit, leur identification raciale devint clairement "blanche", et ils allèrent même jusqu'à constituer des alliances auparavant impensables avec les communautés catholiques de la ville. De ce phénomène résulta un net virage conservateur de l'opinion juive new-yorkaise pour les trois décennies à venir, ainsi qu'une rupture définitive de l'alliance traditionnellement progressiste qui avait caractérisé la Grosse Pomme.<sup>1</sup>

1. Voir Homer Bigart, "Negro School Panel Ousts 19, Defies City", *New York Times*, 10 mai 1968, p. 1 ; Leonard Buder, "Parents Occupy Brooklyn School As Dispute Grows", *New York Times*, 15 mai 1968, p. 1 ; Fred M. Hechinger, "Racism and Anti-Semitism in the School Crisis", *New York Times*, 16 septembre 1968, p. 46 ; Martin Mayer, "Frustration Is the Word For Ocean Hill", *New York Times Sunday Magazine*, 19 mai 1968, p. 28 ; Irving Spiegel, "Jews Troubled Over Negro Ties", *New York Times*, 8 juin 1968, p. 1.

Bien que la guerre raciale annoncée n'ait finalement jamais eu lieu, les doléances des Blancs pauvres n'en dégénérèrent pas moins en violence physique. Le 8 mai 1970, un groupe d'environ 200 ouvriers du bâtiment, armés de marteaux et de pinces, fit une descente sur un millier d'étudiants réunis près de City Hall pour clamer leur indignation suite à la mort de quatre étudiants, tués quatre jours auparavant par la Garde Nationale au cours d'une manifestation pacifiste organisée à la Kent State University, dans l'Ohio. Chantant "All the Way, USA" ("Jusqu'au bout, Amérique"), les ouvriers frappèrent les protestataires à l'aide de leurs casques, de leurs outils et de leurs bottes coquées, sous les applaudissements des cadres en costume-cravate qui travaillaient dans les sociétés de courtage donnant sur la place. Le "Bloody Friday" marquait le début de deux semaines d'un virulent patriotisme exprimé au cours de manifestations pro-Nixon qu'on appellerait les "Hard Hat Riots" ("Émeutes des Maçons") et qui atteindraient leur paroxysme le 20 mai lors d'une parade de rue organisée par le Conseil des Entreprises du Bâtiment du Grand New-York, où entre 60 et 150 000 ouvriers et sympathisants descendirent le "Canyon of Heroes"<sup>1</sup>, dans le bas-Manhattan<sup>2</sup>.

Cependant, ces "Hard Hat Riots" prônaient moins la guerre qu'elles ne symbolisaient explicitement le ressentiment de la classe inférieure. Le prolétariat ressentait beaucoup plus vivement les effets de l'action militaire au Viêt-nam que les familles des classes moyennes dont les enfants, bien à l'abri à l'université, échappaient à la mobilisation. Peter Carroll évoqua "un ouvrier, dont le fils servait au Viêt-nam, qui se lamentait face à l'impossibilité, pour les garçons les plus pauvres, d'avoir la même veine que les gamins inscrits à la fac." "Nous ne comprenons pas, ajoutait l'homme, comment tous ces gosses de riches – ceux avec des barbes, qui viennent des banlieues chic – font pour s'en sortir, alors que mon fils est obligé de partir et qu'il va peut-être se prendre une balle dans la tête."<sup>3</sup> Tandis que leurs fils mouraient sur les champs de bataille d'Asie du Sud-Est, les membres de la classe ouvrière succombaient chez eux à un rythme similaire. En 1970, il y eut 14 200 accidents mortels du travail, tandis que plusieurs milliers d'individus supplémentaires souffraient de maladies chroniques contractées à force d'être exposés, sur leur lieu de travail, à des

1. Lieu de New York où ont traditionnellement lieu les parades. (N.d.T.)  
 2. Francis X. Clines, "For the Flag and for Country, They March", *The New York Times*, 21 mai 1970, p. 1. Homer Bigart, "War Foes Here Attacked by Construction Workers", *The New York Times*, 9 mai 1970, p. 1. "After 'Bloody Friday', New York Wonders If Wall Street Becoming a Battleground", *The Wall Street Journal*, 11 mai 1970, p. 1. Pete Hamill, "Hard Hats and Cops", *New York Post*, 12 mai 1970, p. 47.  
 3. Carroll, p. 59.

substances nocives comme l’amiante. Pour les ouvriers du bâtiment américains, cette situation misérable se voyait aggravée par le fait qu’au cours de la même année, 30 % d’entre eux s’étaient retrouvés au chômage à un moment ou un autre et ce, en grande partie à cause de la diminution du nombre des programmes publics de construction, elle-même due à l’inflation et aux restrictions budgétaires <sup>1</sup>.

Et ce fut à New York que ces restrictions s’avèrent les plus drastiques. Tandis que la “*stagflation*” – ce phénomène économique propre aux années 70, qui combinait inflation en hausse, chômage insoluble et croissance quasi-nulle, défiant la quasi-totalité des théories économiques classiques – pointait le bout de son vilain nez du fait de l’accroissement incontrôlé du personnel administratif, de l’augmentation des frais d’exploitation et du coût de la dette (dont les intérêts étaient payés pour l’essentiel par des titres émis par la municipalité), la ville avait accumulé un déficit budgétaire de 3 milliards de dollars en 1975. En mai de la même année, elle s’effondra financièrement lorsque les institutions qui garantissaient jusqu’alors les bons municipaux servant à régler les dépenses de la ville décidèrent de cesser de prêter à une entreprise aussi risquée que la ville de New York <sup>2</sup>. Dans l’impasse, les autorités de l’Etat créèrent la Municipal Assistance Corporation (MAC), présidée par le banquier Felix Rohatyn. Afin de rembourser les créanciers de la ville, la MAC se proposait d’émettre des titres à long terme et à fort taux d’intérêt soutenus par les revenus municipaux, mais à une condition : le sacrifice. La ville réduisit radicalement les services, licencia 63 828 employés municipaux (dont notamment 10 800 enseignants et 4 000 agents hospitaliers) – “les premiers licenciements municipaux depuis la Dépression” <sup>3</sup> –, fit fermer des casernes de pompiers, augmenta de 35 à 50 cents le prix d’un trajet de métro et cessa d’accorder des frais de scolarité gratuits à tout diplômé d’un lycée new-yorkais souhaitant s’inscrire à la City University of New York. Le 30 octobre 1975, après que la ville eut échoué à convaincre le gouvernement fédéral de l’aider à se sortir de cette crise fiscale, le *Daily News* titra en une la phrase qui résumait parfaitement le sentiment que le reste de l’Amérique éprouvait envers Gotham : “Ford à la Ville : Crève.”

1. *Ibid.*, p. 58.

2. Jackson (éd.), pp. 165-67.

3. Roberts, p. 1.

Mais alors que se décomposait la carcasse des infrastructures new-yorkaises, artistes et musiciens déclenchèrent une lame de fond d’activité créatrice qui visait à reconquérir la ville. Dans les espaces laissés vacants par la désindustrialisation et le désinvestissement, ils forgèrent leurs propres communautés hors des canaux à tendance commerciale traditionnellement soutenus par l’industrie. Au moment même où des artistes d’avant-garde comme Nam June Paik, Joan Jonas ou Gordon Matta-Clark réalisaient des œuvres renvoyant à la nouvelle topographie de la ville et s’attachaient à transformer les hangars abandonnés de SoHo (qu’on appelait encore à l’époque “Hell’s Hundred Acres”, “Les cent hectares de l’Enfer”) en la plus vivante scène artistique du monde, des musiciens recherchaient leur propre forme d’extase au sein même du squelette de fonte qui se désagrégeait. La scène “loft jazz” vit les jazzmen adeptes de free se réunir dans des lofts abandonnés qu’ils rachetaient <sup>1</sup>, comme le *Studio Wê*, le *Studio Rivbea* ou *Ali’s Alley*, afin de mettre au point un son sans concession et apparemment dénué de structure, qu’on qualifia d’“extatique”. La jeune génération de rockers, notamment celle venue des quartiers périphériques, se retrouvait dans d’anciens cinémas tel le Mercer Street Arts Center ou de sordides bouges comme le Max’s Kansas City et réagissait contre un rock de plus en plus bouffi et commercial en réduisant la musique à l’essentiel – bruitisme et attitude – et puisant son inspiration parmi les babioles oubliées de la culture trash. Lors de fêtes dans des parcs du Bronx, des gamins atteignaient leur propre nirvana en isolant deux ou trois mesures d’incontestable perfection musicale, venues d’albums obscurs, pour ensuite étendre la jouissance en jouant deux exemplaires du même disque sur une paire de platines généralement branchées sans autorisation sur le réseau électrique de la ville. Et, dans des hôtels en bout de course et d’anciennes églises, gays, Noirs et Latinos éprouvaient l’exaltation des damnés en dansant sur un nouveau style syncrétique de musique que mettaient au point les DJ des clubs eux-mêmes. Cette scintillante bête qui, de ses ailes satinées, s’élèverait finalement des galeries creusées par les vers dans le trognon de la Grosse Pomme, c’était la disco.

1. Le *Studio Wê* fut le premier vrai loft, situé au 193 Eldridge Street ; ses propriétaires s’appelaient James DuBois et Juma Sultan ; le *Studio Rivbea* (au 24 Bond Street) et le *Ali’s Alley* (au 77 Greene Street) furent probablement les deux lofts les plus importants de l’époque ; leurs propriétaires étaient respectivement Sam Rivers et sa femme Bea, et Rashied Ali. Parmi les autres lofts de renom, on comptait l’Environ au 476 Broadway, l’*Axis* au 463 West Broadway, le *Ladies Fort/Café NoHo* au 2 Bond Street, le *Brook* sur la 17<sup>e</sup> Ouest et *Jazzmania* au 14E de la 23<sup>e</sup> Ouest. Pour en savoir plus sur la scène “loft-jazz”, voir Stanley Crouch, “Jazz Lofts: A Walk Through the Wild Sounds”, *New York Times Magazine*, 17 avril 1977, pp. 40-42, et Tom Roe, “Generation Ecstasy: New York’s Free Jazz Continuum”, in Rob Young (éd.), *Undercurrents: The Hidden Wiring of Modern Music*, Continuum, 2002, pp. 249-262. Le meilleur document audio disponible sur le sujet est la série *Wildflower* sortie chez Douglas/Casablanca en 1978.

1. La “préhistoire” de la disco qui suit ne saurait être lue qu’en tant qu’ébauche. Une histoire de la consommation de la musique (notamment des discothèques, des fêtes chez des particuliers, des *record hops* et autres sound-systems) à proprement parler reste à écrire. Les comptes-rendus journalistiques de la vie nocturne ont été essentiellement accaparés par les chroniqueurs mondains, lesquels se concentraient sur la jet-set et l’Eurotrash. Comme a pu l’écrire Sarah Thornton, la culture des discothèques a été largement ignorée par les journalistes musicaux car ces derniers considéraient souvent qu’elle faisait partie de l’industrie des loisirs plutôt que de l’industrie de la musique, et qu’elle servait davantage à consommer la musique qu’à la produire. Voir Sarah Thornton, “Strategies for Reconstructing the Popular Past”, *Popular Music*, Volume 9, Numéro 1, 1990, pp. 87-97.

2. La coïncidence du désespoir et de la fréquentation des discothèques se retrouverait également dans les “salsotecas” de Cali, en Colombie, au cours des années 70 et 80. Dans des clubs appelés *Congo Bongo* ou *Impacto Afro-Latino*, les hommes qui n’avaient pas les moyens d’inviter une femme dans les salles de bal où jouaient les

## LA DISCO S’ÉLÈVE DES CENDRES

### UNE PRÉHISTOIRE DE LA DISCO <sup>1</sup>

“Go where the action is, that’s where the in-crowd lives.”

“Va là où y a de l’action, là où sont ceux qui savent.”

BIEN que l’on voie souvent les clubs comme ces lieux “where the happy people go”, “où vont les gens heureux”, comme l’ont soutenu les Tramps en 1976, discothèques et mécontentement sont en réalité toujours allés de pair – au même titre que boules à facettes et bijoux fantaisie. Il ne s’agit pas uniquement du fait de danser pour oublier ses soucis (bien qu’il y ait aussi forcément de cela) mais plutôt de constater que la disco – cette musique qui, aujourd’hui, évoque surtout de joyeuses bringues et des filles qui s’éclatent et dansent autour de leur sac à main – n’aurait pu émerger d’autre part que des bas-fonds d’une société au bord de l’effondrement. Et, de fait, la scène disco des années 70 ne rappelait rien tant que la dégénérescence de l’Allemagne de Weimar : même consommation immodérée de cocaïne, même boulimie de sexe sans lendemain, même dévotion à un luxe baroque face à l’inflation galopante, mêmes célébrités *has-been* et vieillissantes s’efforçant tant bien que mal de ne pas faire trop peine à voir (ou en tous cas de le faire élégamment), besoin compulsif d’ignorer le lendemain en faisant la fête tous les soirs. Ce n’est donc certainement pas un hasard si les racines ancestrales de la culture disco et la notion même de discothèque (l’association de deux mots français, “disque” et “bibliothèque”) remontent à l’Allemagne nazie et au Paris occupé de la Deuxième Guerre mondiale <sup>2</sup>.

Le 25 mars 1939, Adolf Hitler signa un décret de loi obligeant tous les garçons âgés de quatorze à dix-huit ans à rejoindre les rangs des Hitlerjugend, ou Jeunesses Hitlériennes, et toutes les filles des mêmes âges à intégrer les Bund Deutscher Mädel, ou Fédération des Jeunes Filles Allemandes. Vers la même époque, un mouvement alternatif de jeunes vit le jour à Hambourg et se répandit rapidement à travers toute l’Allemagne. Les “Swing Jugend” (“Gamins Swing”) comp-

taient parmi les quelques mouvements ou groupes informels de jeunes qui, dans leur faible mesure, s’opposèrent chacun à l’inexorable et draconienne homogénéisation imposée par Hitler afin de forger la jeunesse qui devait servir l’Allemagne pour l’éternité. Les Swing Jugend venaient en majorité des classes moyennes et hautes (et, il faut bien le souligner, s’avéraient largement apolitiques) et portaient les cheveux en longues mèches (violant en cela l’ordre selon lequel les hommes devaient avoir les cheveux coupés court, façon militaire) et des “vestes sport anglaises, souvent à carreaux, des chaussures à épaisses semelles de crêpe claire, des écharpes tape-à-l’œil, des chapeaux en feutre mou” <sup>1</sup> ; certains arboraient même des parapluies pour imiter le secrétaire des Affaires Étrangères britannique de l’époque, Anthony Eden. Les filles Swing portaient quant à elles des cheveux longs et détachés, se maquillaient les cils, les lèvres et se peignaient les ongles. Naturellement, les Nazis furent scandalisés par cet irresponsable étalage de dégénérescence sous influence hollywoodienne, puisque les vraies Allemandes devaient cultiver une beauté “pure” et discipliner leur chevelure par des tresses à la Heidi.

Mais le pire affront commis à l’encontre de la sensibilité nazie résidait dans les goûts musicaux des Swing Jugend : cette “musique de jungle de nègres et de youpins américains” <sup>2</sup>, créée par les Afro-Américains et diffusée par des industries médiatiques dominées par les Juifs. Les Swing Jugend dansaient de manière scandaleuse (joignant leurs bras, sautant en l’air, exécutant le *jitterbug* <sup>3</sup> jusqu’à l’épuisement physique... Sans parler de ces femmes qui dansaient avec deux hommes *en même temps* !) sur les sonorités “hot” de Louis Armstrong et Nat Gonella. Pour les Swing Jugend, danser n’était pourtant pas chose facile : non seulement la Chambre Musicale du Reich, l’organisation des musiciens professionnels du régime nazi, effectuait des descentes dans les bars à la recherche de musique swing pour en avertir la Gestapo, mais le chef des SS et de la police, Heinrich Himmler, publia un ordre de police interdisant aux adolescents de rôder après la tombée de la nuit ou de fréquenter des salles de danse après neuf heures du soir. Par conséquent, les rassemblements des Swing Jugend resteraient surtout des affaires clandestines, montées à la hâte dans des espaces inoccupés et selon la disponibilité d’un gramophone por-

orchestres venaient noyer leur chagrin dans l’eau de feu locale, en écoutant des disques anciens ou récents. Lorsque le cartel de Cali confisqua le titre de premier fournisseur de cocaïne du pays au fameux cartel de Medellín durant la deuxième moitié des années 80, la soudaine richesse de la ville et le sponsoring de nombreux groupes locaux par le cartel entraînèrent la disparition des salsotecas, devenues inutiles. Pour en savoir davantage, voir Lise A. Waxer, *The City of Musical Memory: Salsa, Record Grooves and Popular Culture in Cali, Colombia*, Wesleyan University Press, 2002.

1. Rapport du Commandement des Jeunesses du Reich, septembre 1942, cité in Uta G. Poiger, *Jazz Rock, and Rebels: Cold War Politics and American Culture in a Divided Germany*, University of California Press, 2000. Voir aussi Mike Zwerin, *La Tristesse de Saint Louis: Swing Under the Nazis*, Quartet, 1985, ainsi que l’excellent site web sur les Swing Jugend ([www.return2style.de/amiswhei.htm](http://www.return2style.de/amiswhei.htm)), et l’histoire des Hitlerjugend par Arvo Vercaemer et Marcus Wendel’s ([www.skalman.nu/thirdreich/youth-historyof-1939.htm](http://www.skalman.nu/thirdreich/youth-historyof-1939.htm)).

2. Cité dans Zwerin, p. 150.

3. Littéralement “insecte qui

s'agite", nom d'une danse de jazz consistant en des mouvements rapides et saccadés des bras et des pieds. (N.d.T.)

1. On entendait souvent de la musique enregistrée dans les "rent parties" (fêtes dans des logements spécialement loués pour l'occasion), "buffet flats" ("appartements-buffets") et bars de nuit propres à la culture afro-américaine des années vingt et 30, mais les disques joués étaient simplement sélectionnés en fonction de leur popularité, et non du public très spécifique, avec ses goûts propres, auquel ils auraient pu s'adresser.

table et d'une bonne collection de disques swing.

Il manquait peut-être à ces fêtes swing les blousons en suédine, les sols couverts de neige carbonique ou les sifflets, mais elles n'en constituèrent pas moins le véritable point de départ de l'esthétique disco. Certes, les gens dansaient depuis des années dans des bars américains et autres relais routiers équipés de juke-box voire, avant cela, de pianos mécaniques ; mais ces machines étaient fournies par des sociétés de distribution qui en déterminaient elles-mêmes la programmation. Les rassemblements des Swing Jugend semblent donc marquer la première apparition du disc-jockey au sens propre, à savoir d'un individu qui choisit des morceaux ne figurant pas forcément au hit-parade, et vise un public spécifique de danseurs hors de la sphère privée<sup>1</sup>. Si l'on ajoute à cela le climat culturel effrayant, la mise presque hors-la-loi de leur culture clandestine ou leur extravagance vestimentaire, sans oublier leur recherche du plaisir et leur sexualité décomplexée ou la complexité des rapports qu'ils entretenaient avec la notion de classe, on en vient à se dire qu'il n'a manqué qu'une mixette archaïque et une boîte à rythmes pour que les Swing Jugend n'inventent la disco trente ans plus tôt.

Des poches de résistance swing existaient également à Vienne (où les jeunes en question se faisaient appeler "Schlurfs"), à Prague ("Potàpki") et surtout à Paris, ville connue pour ses liens anciens avec les jazzmen américains et "le Jazz Hot", où les amateurs de swing étaient connus sous le nom de "Zazous" – un terme inspiré de syllabes dépourvues de sens "scattées" par Cab Calloway. Comme leurs homologues allemands, les Zazous venaient le plus souvent des couches supérieures de la société, fumaient des Lucky Strike et se saluaient par la phrase "Ça swingue ?" Selon l'historien du jazz Mike Zwerin, "les garçons zazous portaient des pantalons fuseaux baillant aux genoux, des cols anglais remontés et recouverts par leurs cheveux, lesquels étaient soigneusement coiffés en banane à double vague tombant sur le front. Ils arboraient également des longues vestes à carreaux plusieurs tailles trop grandes, des chaînes pour clés pendantes, des gants, de larges cravates à petits nœuds, avec des épingles ; lunettes noires et moustaches à la Django Reinhardt faisaient fureur. Les filles portaient des jupes courtes, des pulls trop larges, des ongles vernis et

pointus, des cheveux frisés jusqu'aux épaules, des colliers autour de la taille et du rouge à lèvres vif<sup>1</sup>." Le dimanche, même sous l'Occupation, les Zazous amenaient leurs tourne-disques portables dans des petits restaurants ou des cafés des quartiers périphériques de Paris pour y jouer leurs disques de swing favoris et danser dessus.

Avec leur musique assourdissante et leur tendance à ne rien prendre au sérieux, les Zazous étaient devenus un tel casse-tête pour les autorités que le chef des Jeunesses Populaires Françaises, une organisation collaborationniste, envoya le 14 juin 1942 des brigades de voyous effectuer des expéditions punitives dans le Quartier latin, sur les Champs-Élysées et à Neuilly-sur-Seine. Leur objectif : couper les cheveux de tous les Zazous sur lesquels ils tomberaient<sup>2</sup>. Plus tard dans l'année, lorsque les Nazis obligèrent les Juifs à porter l'étoile jaune, certains Zazous se mirent à porter ces mêmes étoiles griffonnées des inscriptions "Swing" ou "Zazou", dans une intention fort malheureuse de célébrer ce qu'ils considéraient comme du kitsch nazi<sup>3</sup>. Ce geste leur fut fatal entre la fin 42 et le début 43, période durant laquelle les Nazis arrêtaient à la fois des Swing Jugend en Allemagne et des Zazous en France pour les envoyer dans des camps de travail.

Alors que des institutions parisiennes aussi prisées que le *Moulin Rouge*, le *One Two Two* et *Maxim's* restaient ouvertes durant l'Occupation, en grande partie pour servir les officiers nazis, et qu'Hitler encourageait le maintien de la célèbre vie nocturne de la ville – pensant que sa décadence immoralité permettrait d'accélérer la défaite française –, les Zazous, les résistants et les intellectuels devaient esquiver la Gestapo, les informateurs et les barrages routiers pour pouvoir se réunir et discuter stratégie en des lieux nettement plus "underground" (bien souvent au sens propre : en sous-sol). Un de ces lieux de rendez-vous s'appelait la *Discothèque* : petit club situé dans une cave de la rue de la Huchette, tout près de la Seine, dans le Quartier latin, il ouvrit, selon Albert Gold-

1. Zwerin, p. 147.

2. W. D. Halls, *The Youth of Vichy France*, Clarendon Press, 1981, p. 178.

3. Ludovic Tournès, *New Orleans Sur Seine: Histoire du Jazz en France*, Librairie Arthème Fayard, 1999.

4. Albert Goldman, *Disco*, Hawthorn Books, 1978. Bien que son livre eut été indubitablement documenté et écrit avec un brio évident, Goldman reste un personnage problématique. Il s'autorise d'une part, dans ledit livre, à ne pas citer la moindre

man, sous l'Occupation <sup>4</sup>. Pendant que les soldats de la Wehrmacht prenaient leur pied dans les night-clubs de Pigalle et que la machine de propagande nazie ciblait les Parisiens "éduqués" en faisant venir jouer la crème de la fameuse communauté de musique classique de Berlin dans une rue où s'étaient réunis les tyrans révolutionnaires Saint-Just, Robespierre et Marat pour fonder le Comité de Salut Public – dont la politique de violence et de surveillance terrorisa le pays –, les clients de la *Discothèque* tentaient d'exorciser les démons d'une autre terreur en communiant dans l'alcool et la profonde sincérité des disques de jazz américain. Goldman raconte que les clients pouvaient "commander" un disque en

source, au grand dam de ses lecteurs historiens ou journalistes. Mais ce parti-pris aurait pu rester sans gravité si ses autres faits d'armes n'avaient été aussi sulfureux. Ses assassinats littéraires, dans le genre tabloïd, des personnages d'Elvis Presley et de John Lennon souffrent au sein de la communauté rock d'une réputation que pourraient seulement concurrencer les fameuses mises en garde des prêcheurs sudistes contre la *jungle music*. Pour les experts de la disco en particulier, Goldman atteint un sommet d'infamie suite aux commentaires qu'il émit au cours d'un débat avec Gore Vidal (débat lui-même inclus dans un documentaire au sujet de l'homosexualité produit en 1967 par la CBS). "Nous sommes en train de progressivement régresser et d'abandonner nos anciennes valeurs culturelles ou modèles d'identification pour revenir à un mode de vie plus narcissique, plus complaisant, plus égocentrique, fondamentalement plus adolescent", dit-il en anticipant d'une bonne quinzaine d'années les attaques néo-conservatrices sur le champ de la culture populaire. "La chose homosexuelle ne peut vraiment être dissociée de nombreux autres phénomènes parallèles que connaît notre société actuelle... On voit apparaître toutes sortes d'approches ludiques et amusantes du sexe. L'exhibitionnisme se développe de manière endémique, et ce, sous toutes les formes imaginables. On a également une sorte de vogue masochiste et sadique. L'industrie cochonne génère chaque année des millions de dollars grâce à la pornographie. On a un type de danse plus ou moins masturbatoire, auxquels les gens adhèrent comme s'il s'agissait de quelque chose de profondément sexuel, alors qu'en réalité tout ce que font ces danses, c'est ignorer les autres individus et les autres danseurs sans s'en rendre compte. Et l'homosexualité est une de ces choses qui tendent vers la subversion et l'érosion finale de nos valeurs cul-

même temps qu'un verre.

A mesure que la guerre s'intensifiait les Allemands furent obligés d'y investir de plus en plus de ressources ; aussi l'interdiction des dancings et autres rassemblements publics se retrouva-t-elle progressivement assouplie, entraînant du même coup un véritable essor des "bals clandestins" organisés chez des particuliers ou dans des bars du Quartier latin ou de l'Etoile <sup>1</sup>. Nombre de ces établissements s'inspiraient du principe de la *Discothèque* : une bonne âme se débrouillait pour déguster une sono archaïque et un gramophone, brancher quelques câbles dans une cave vide ici ou là, et ainsi monter un club de fortune. A l'entrée, le système mis en place rappelait l'époque de la Prohibition : une

1. W. D. Halls, *The Youth of Vichy France*, Clarendon Press, 1981.

turelles traditionnelles. Après tout, quand une culture fait faillite, elle ne peut guère faire autre chose que passer sous le contrôle d'un administrateur judiciaire."

A l'époque où il écrivit *Disco*, Goldman semblait réconcilié avec le narcissisme et alla même jusqu'à en chanter explicitement les louanges en tant que caractéristique de la culture disco. Le livre n'abonde pas moins en remarques ambivalentes, souvent chargées de sous-entendus racistes et misogynes à peine dissimulés. Son homophobie s'y agrémentait quant à elle d'une dose de piquant qu'elle ne possédait pas jusque-là. Quelques citations parmi bien d'autres : "A la quête désespérée du plaisir, à la polytoxicomanie et à la baise tordue inspirées du ghetto s'ajoutent tous ces raffinements que permettent l'argent et la maturité" ; "A peine avez-vous pénétré dans la salle que la puanteur de la sueur noire vient distendre vos narines" ; "Démontrer involontairement à quel point le fait de danser seul n'apporte aucune satisfaction, par opposition à la frustration et à l'exaspération que l'on éprouve en essayant de comprendre quelque chose d'aussi intime que de danser avec une connasse qui fait la tronche."

En dépit d'avoir épluché quantité d'études sur le Paris de l'Occupation et d'autant d'histoires du jazz français, et malgré des requêtes émises auprès de l'Académie Française et de tout ce que le monde compte de spécialistes de l'histoire du jazz en France, j'ai été incapable de trouver une autre source qui aurait pu confirmer l'existence de la *Discothèque*. On sait néanmoins qu'au sein de la Bibliothèque Française fut créé au début des années 30 un département de prêt de disques appelé la Phonothèque. Dans son livre *The Last Party*, Anthony Haden-Guest écrit que "c'est Roger Vadim, mari et réalisateur de Brigitte Bardot, qui revendique la paternité du mot 'discothèque', un jeu de mots sur 'cinémathèque'".